

M. Macdonnell: Je me rappelle fort bien que M. l'Orateur m'a pris à partie; mais je pensais que c'était simplement parce que je voulais citer des textes un peu longs. Je ne veux citer ici que de courts textes, dans lesquels on indique le mécontentement général qui existe par tout le pays. Je poursuis donc, monsieur le président, la très brève citation du *Journal d'Ottawa*, en date du 7 avril:

Il s'écoulera bien du temps avant que le citoyen moyen constate une répercussion sensible des diminutions de la taxe de vente et d'accise, s'il la constate jamais.

Puis, le *Herald* de Calgary, parle, dans son numéro du 8 avril, des quelques miettes qui lui sont jetées (c'est-à-dire au citoyen) sous forme d'une réduction des taxes de luxe et d'accise: ensuite, c'est le *Post* de Sydney qui, dans un article intitulé "On n'en redemande pas" décrit le Gouvernement comme étant inactif, dans l'espoir que tout s'arrangera. Quant au *Standard* de St. Catharines, voici ce qu'il disait le 17 avril:

Il faut un certain temps pour bien comprendre le budget; quelques découvertes récentes révèlent un camouflé qui prête au ridicule, sinon pis. Il n'y aura plus de taxe sur les fers à friser, dont l'usage est maintenant aussi répandu que celui des anciennes tasses pour messieurs à moustaches.

M. Benidickson: Dans le discours que je viens de mentionner, le député a cité trois articles de fond; M. l'Orateur a déclaré que c'était contraire au Règlement. Le député a répondu qu'il avait déjà lu tout les textes qu'il voulait citer et qu'il cesserait ses citations à partir de ce moment. Comme nous en avons entendu plus de trois maintenant, je me demande qu'elle sera votre décision, monsieur le président.

M. Ferguson: Voudriez-vous rendre une décision?

M. le président: A l'ordre! Je crois que...

M. Ferguson: Il n'y a qu'un Orateur à la Chambre.

M. le président: A l'ordre! Le rappel au Règlement de l'adjoint parlementaire se fonde sans doute sur le commentaire n° 306 de la deuxième édition de Beauchesne, commentaire dont je pourrais peut-être donner lecture aux membres du comité.

Il est contraire au Règlement de lire des articles de journaux, des lettres ou communications émanant de personnes étrangères à la Chambre et citant, commentant ou niant, des déclarations faites par un député ou critiquant les délibérations de la Chambre.

J'ai écouté les citations dont l'honorable député de Greenwood nous a donné lecture; jusqu'ici, je ne crois pas qu'il soit allé à l'encontre du commentaire n° 306.

[M. Benidickson.]

M. Macdonnell: Merci, monsieur le président. Quoi qu'il en soit, l'adjoint parlementaire apprendra avec plaisir que j'ai presque fini. J'ai ici une citation du *Star* de Toronto qui l'intéresserait probablement beaucoup.

Dans son application générale, la taxe de vente reste à 10 p. 100; c'est la pire des taxes canadiennes.

Enfin, voici une dernière citation. Je l'extrait du *Star* de Toronto, numéro du 23 avril:

La réduction d'impôt de 40 millions, prévue dans le récent budget fédéral, n'aura guère d'effets visibles sur l'ensemble de l'économie, sous forme soit d'un abaissement des prix soit d'un relèvement des bénéfices, bien qu'elle soit répartie sur un très grand nombre d'articles, déclare la Banque de Montréal dans sa revue des affaires.

Voici un autre passage tiré de la revue des affaires de la Banque de Montréal:

Le budget est remarquable, non pas tant par les changements qu'il apporte que par ceux qu'il n'apporte pas.

Qu'on me permette maintenant une comparaison. Il en a déjà été question à la Chambre, mais je veux y revenir brièvement. Il s'agit de mettre en regard la réduction infinitésimale qui nous a été accordée,—soit dit en passant, les dépenses n'ont pas été réduites du tout,—avec les diminutions d'impôt accordées aux États-Unis. On me dit que le budget américain de cette année représente une réduction d'impôts de 7 milliards par rapport aux estimations du régime Truman. Si l'on divise ce chiffre par 12, chiffre approximatif assez commode, la réduction correspondante devrait être, au Canada, cette année, d'environ 600 millions, au lieu de 36 millions.

Je crois qu'il y a là sujet à réflexion, à de sérieuses réflexions. Je voudrais bien savoir pourquoi la réduction est si insignifiante. La réponse est fort simple, à mon avis: notre gouvernement n'estime pas qu'il y ait urgence, en ce qui concerne les réductions.

L'économie n'est pas chose facile, nous le savons tous. Mais je voudrais encore une fois souligner ce manque d'urgence. Le ministre s'est habitué, depuis des années, à ce qu'il appelle des revenus effervescents. Nous avons pu dépenser et réaliser des excédents malgré nos dépenses. La vie était belle, tant que cela durait. Somme toute, monsieur l'Orateur, personne n'aime les parcimonieux. Ce sont généralement des gens au menton carré d'origine écossaise et presbytérienne, qu'on évite parce qu'on croit ne pas pouvoir les trouver sympathiques. On n'aime pas l'économie. Mais, par contre, on aime les prodigues. On aime l'homme jovial, à figure un peu ronde, aux manières agréables et faciles